

FLAMBEAU

des démocrates

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS, D'INVESTIGATIONS, D'ANALYSES ET DE PUBLICITE

N° 0336 du Jeudi 03 octobre 2013 PRIX : 250 F CFA

Editorial

La saison des rentrées

P.3

Feuilleton de la violence sur les stades
Après la démission de Hamza Titikpina,
la frustration de Winny Dogbatsè ^{P.7}



Yark Damehame, ministre de la Sécurité et de la Protection civile

Yark Damehame pointe l'arme dissuasive

Rentrée scolaire :
Les parents d'élèves et le calvaire dans les préparatifs ^{P.4}

Environnement
Lutte contre l'érosion côtière au Togo ^{P.3}
André Johnson face à un grand défi



M. André Johnson, ministre de l'Environnement et des Ressources forestières

PROVONAT
La 6^{ème} vague en mission ^{P.5}



Prestation de serment des nouveaux volontaires

Communication
ECONOMISEZ SUR VOS APPELS VERS L'INTERNATIONAL! ^{P.2}

887*1*6#

Soyez les premiers à commander les nouveaux iPhones!

Retrouvez nous sur:
Avenue AKEI face cités Millenium, 300 m à l'ouest des feux tricolores Novissi - Lomé

A partir du 20 septembre 2013

Offert avec un kit 3G et 5.000 F de crédit Togocel

ROYA LUXE **Business Services Partenaire Certifié**

La qualité est notre offre!

A la découverte de nouvelles technologies !

Tel.: 92 92 99 99 / 22 44 99 99 www.facebook.com/Royaluxemobile

Savoir Plus

Ministère du Développement à la Base, qu'est-ce ?

- Le Projet de Soutien aux Microprojets Communautaires (PSMICO)

Ce programme vise à accompagner les communautés à la base à disposer d'infrastructures communautaires économiques et éducatives. Au nombre des microprojets réalisés dans le cadre du PSMICO, l'on peut citer des marchés, des magasins de stockage, des bâtiments scolaires, des latrines, des unités de soins périphériques... Des infrastructures qui contribuent à mettre les communautés ainsi que leurs biens à l'abri des aléas de toutes sortes.

Au total, le PSMICO a permis de réaliser à fin décembre 2012 une soixantaine de microprojets créant près de 5 000 emplois. Environ 3 milliards de F CFA ont été investis à ce jour dans ce projet dont 1,3 milliard pour le compte de l'année 2012. Les interventions dans le cadre

de ce projet répondent à un souci de concentration des investissements pour un meilleur impact, et aux besoins prioritaires exprimés par les localités identifiées principalement celles constituant des zones d'implantation de PTFM.

- Le Projet de Développement Communautaire (PDC)

Il comporte un volet forestier (reboisement des espaces communautaires), un volet non forestier (essentiellement la réalisation de retenues d'eau, de pistes rurales) et les Activités Génératrices de Revenus (AGR). Les travaux réalisés dans ce cadre sont qualifiés de travaux à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) ayant employé 21 000 jeunes en 3 ans.

580 microprojets ont donc été réalisés dont des infrastructures et des Activités Génératrices de Revenus pour

un coût total de plus de 5 milliards de F CFA.

Des repas sont offerts à plus de 40 000 élèves des écoles primaires dans des milieux vulnérables à travers le pays. Ce projet, financé par la Banque Mondiale, bénéficie d'un engagement financier de 15,5 milliards de FCFA. Une nouvelle phase de ce projet dénommée PDC plus vient de démarrer avec l'octroi par la Banque Mondiale d'un financement de 7 milliards de FCFA destinés à tester, entre autres, de nouveaux filets sociaux, notamment le transfert monétaire à des familles d'enfants malnutris, à raison de 5 000 FCFA/mois/enfant sur la période de juillet 2012 à juin 2015.

Outre son but social, le PDC permet aussi d'améliorer les petites infrastructures communautaires rurales.

Isidore

(Source : Go Togo 2013)

NUMÉROS UTILES

CHU-Sylvanus Olympio : 22 21 25 01

CHU Campus : 22 25 77 68

Commissariat Central : 22 25 47 39

Sûreté Nationale : 22 21 28 71

Sapeurs pompiers : 118 ou 22 21 67 06

Police Secours : 117

Gendarmerie (Secours et assistance : 172 ou 22 22 21 39



Plus qu'un journal, c'est l'idéal de vie

UN NOUVEAU ILLICO CONTRE UN ILLICO HORS D'USAGE!



L'opération continue dans les espaces dédiés. Conscient du désagrément, TOGO TELECOM indemnise ces clients.

En Mars dernier, lors de la 1^{ère} campagne TOGO TELECOM CHEZ VOUS, nous vous avons vendus des téléphones illico à très bas prix. Pendant la vente, certains clients

ont hérité d'appareils présentant certains défauts. Pour indemniser ces clients, nous avons lancé une opération d'échange d'illico défectueux contre illico neufs.

DEUX ESPACES

Pour cet échange, les clients concernés sont priés d'aller vers l'Espace Telecom d'Agoe Nyivé ou de celui de l'ex-Direction Générale de TOGO TELECOM. Pour nous permettre de vous identifier, vous devez vous munir d'une pièce d'identité et du reçu délivré à l'achat.

POURQUOI EST-CE IMPORTANT?

Avec votre illico, votre vie change grâce au profil **PROMO PREPAID** et à la promo **WEEK END KDO**. Connaissez-vous les formules **887*1*6#** et **887*1*7#**? Non? Alors vous êtes le seul à ne pas être au courant. Courrez vite échanger votre illico hors d'usage acheté en mars contre un nouvel illico. Vous pouvez alors taper ces formules et entrer dans le profil de ceux qui profitent des meilleurs tarifs de communication.

APPELEZ LE 112 POUR EN SAVOIR PLUS!

ECONOMISEZ SUR VOS APPELS VERS L'INTERNATIONAL!



Vous avez encore jusqu'au 31 Octobre 2013 pour bénéficier de cette offre alléchante. Vous n'avez jamais été aussi proche de la diaspora.

Pour vos appels de plus en plus régulier vers l'étranger, TOGO TELECOM vous propose désormais des tarifs préférentiels selon le pays choisi. Quel que soit l'endroit où se trouve votre interlocuteur, vous pouvez

communiquer sans vider vos poches. Parce que vous nous avez choisi, nous vous offrons le meilleur. Le secret se trouve dans la formule **887*1*6#** que vous pouvez taper dès maintenant sur votre illico.

Bienvenue dans le profil qui réduit vos dépenses en communication!

- Pour l'Europe, les USA et l'Asie, nous vous proposons les pays suivants à 55 F CFA TTC/impulsion (45 s): France, Allemagne, Belgique, Espagne, Italie, Royaume Uni, USA, Canada, Chine et Inde.
- Pour l'Afrique, nous vous proposons les pays suivants à 55 F CFA TTC/l'impulsion (30s): Ghana, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Nigéria, Mali, Maroc et Afrique du Sud.
- Pour le reste des pays, communiquez à **55 F CFA TTC/mn.**

Parce que nous anticipons vos besoins profonds, nous offrons également l'option de téléphoner par satellite. Coût de l'appel, **4500 F CFA TTC/mn.**

Ayant tous les atouts en poches, vous pouvez désormais choisir en toute connaissance de cause. Avec TOGO TELECOM, vous n'avez jamais été aussi proche de la diaspora!

Editorial

La saison des rentrées

Le mois d'octobre 2013 marque de son sceau la vie sociale éducative, politique et religieuse du pays par une singularité caractéristique qui fait de lui la saison des rentrées, symbole de l'entame des grands chantiers. Que ce soit sur le plan académique, social, politique ou religieux, la perspective des grands enjeux et défis devant régenter le pays est certes sur les rails, mais la rentrée académique qui concerne élèves, étudiants et enseignants et celle parlementaire qui englobe les députés, seront très mouvementées.

Déjà, la rentrée académique, annonce les couleurs de la contestation avec le report d'une semaine de la reprise du chemin des classes prévue normalement le 07 octobre 2013. A la une de ce report, le préavis de grève des enseignants, revanchards sur les points de revendication de l'année dernière restés en suspend. L'exigence de ce fait est le paiement de nombreuses primes, entre autres, celle de logement, d'éloignement, de travaux de nuit, de bibliothèque, de rendement. L'USET à cet effet, n'entend pas fléchir tout comme le nouveau locataire du département des Enseignements primaire et secondaire ne se voit pas non plus s'absoudre à ces revendications qui frisent l'exagération. Le report d'une semaine devra contribuer à aplanir les divergences. Au niveau universitaire, le report n'est pas à l'ordre du jour mais les problèmes de la dernière année universitaire couvent toujours, les conditions d'étude, le problème des aides et bourses, le problème de logement etc...

A l'opposé de la rentrée académique sur laquelle planent des menaces de grève, la rentrée parlementaire a eu lieu le 1^{er} octobre dernier au Palais des Congrès. C'est sur fond de satisfaction que les 85 députés présents des 91 que compte l'Assemblée Nationale ont jeté les bases du démarrage des travaux parlementaires lesquels seront articulés sur les points cruciaux que sont le vote de la loi des finances qui donne à l'exécutif le moyen de mettre en œuvre sa politique, le contrôle de l'action du gouvernement pour une amélioration de la gouvernance politique et sociale, l'exercice de la diplomatie parlementaire.

A tout égard, la tâche des élus du peuple sera très ardue et les débats en perspective houleux. Malgré la tension qui devra y régner compte tenu des différents courants politiques, il est évident que les parlementaires iront au bout de leur mission tout le contraire dans le monde scolaire et universitaire miné par des divergences profondes, ou le doute plane sur le déroulement normal des cours.

Pur hasard de calendrier que de voir le mois d'octobre cumuler ces différentes rentrées, ainsi est-on en droit de s'exclamer. Mais, cette coïncidence n'est que la traduction des défis qui attendent l'équipe Ahoomey-Zunu II. Et dire qu'après 23 ans de lutte pour la démocratie, enseignants et Etudiants maintiennent toujours la flamme des revendications allumée. Ce 23^{ème} anniversaire le samedi 05 octobre sera sans nul doute l'heure du bilan de la marche démocratique, une marche que catholique et musulman convertiront à travers le rosaire et le pèlerinage à la Mecque en ce moment d'intenses prières pour le Togo.

Sacré mois d'octobre 2013 !

Isaac Tonyi

Lutte contre l'érosion côtière au Togo
André Johnson face à un grand défi

Dans son souci de mettre en œuvre une véritable politique de protection de l'environnement, le gouvernement togolais, à travers une communication inscrite à l'ordre du jour du Conseil des ministres tenu le mercredi 14 novembre 2012, portant notamment sur la lutte contre l'érosion côtière, a envisagé des mesures d'envergures afin de limiter la progression ainsi que les impacts de ce fléau qui ravage presque tous les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest.

Ainsi donc, au titre de ces nombreuses recommandations faites par le gouvernement togolais afin d'endiguer le mal qui touche particulièrement les villages de Baguida Plage, Kossi Agbavi, Agbodrafo et Gbétsogbé pour ne citer que ceux-là, l'on pourrait retenir, entre autres, la poursuite de la mobilisation des ressources en vue de faire face au phénomène dans les secteurs dûment touchés, la mise en place des ouvrages de protection, la réalisation des études techniques et sociales sur toute la côte soumise à l'érosion, la réduction des risques d'aggravation du phénomène par la prise d'un texte d'interdiction formelle de l'extraction du gravier marin ainsi que l'opérationnalisation de la police environnementale pour le suivi de l'application de ces textes.

Pour ce faire, le gouvernement togolais a noué des contacts avec l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) qui se veut le partenaire privilégié du gouvernement togolais dans la lutte contre l'érosion côtière ainsi que la Banque Africaine de Développement (BAD). Ceci pour, d'une part, financer des actions d'urgence de stabilisation de la côte, notamment à Kossi Agbavi et Baguida. De l'autre, des échanges ont eu lieu dans le cadre de l'élaboration d'un projet de renforcement de la résilience de la zone côtière. Ces démarches sont menées par le gouvernement togolais à l'endroit de



Vue de la côte togolaise

ces bailleurs en vue de la mobilisation des fonds pour des Pays Moins Avancés (PMA) pour la mise en œuvre effective des plans nationaux d'adaptations aux changements climatiques (PANA). S'agissant de la mise en place des ouvrages de protection, notamment la stabilisation du littoral entre Aneho et Goumou Kopé, les travaux sont presque achevés. Par ailleurs, un reliquat de 469.185.000 FCFA a été dégagé au titre de la convention de financement, lequel devrait servir à construire deux épis sur les côtes du marché actuel avec l'entreprise en place. Il en va de même pour la mise en place d'une brigade constituée d'agents de Directions Préfectorales de l'Environnement et des Ressources Forestières du Golfe et des Lacs. Cette brigade aura donc pour mission de surveiller le littoral.

Et pourtant, elles ont été nombreuses ces difficultés majeures rencontrées dans la mise en œuvre de ces recommandations. Parmi celles-ci, l'on note l'insuffisance

de moyens matériels et mobiliers tels le carburant, les équipements adéquats, le matériel informatique, numérique et roulant pour une surveillance intense de la côte. Ces insuffisances n'ont pas facilité la mise en œuvre desdites recommandations. Aussi, très peu de partenaires aussi bien financiers qu'en développement sont intéressés par la problématique. Sans oublier la paupérisation des communautés du littoral qui est un obstacle à la mise en œuvre des dispositifs réglementaires pour la protection de la côte. Enfin, les travaux d'extension du Port Autonome de Lomé ainsi que le prélèvement du sable marin pour les travaux de routes et d'aménagement divers constituent malheureusement des risques qui amplifient l'érosion à l'Est.

L'actuel ministre de l'Environnement André Johnson surtout eu égard à son statut de ministre issu des rangs de l'opposition, a donc obligation de résultats afin de relever ce grand défi.

Magloire TEKO

Malgré le report de la rentrée des classes :
Les fonctionnaires maintiennent
leur mot d'ordre de grève

L'éducation et la santé restent aujourd'hui des secteurs qui préoccupent le gouvernement, malgré l'existence d'autres défis majeurs. Les problèmes qui minent ces domaines, surtout l'éducation, ont refait surface à quelques jours de la rentrée scolaire. Une grève de trois jours (les 7, 8 et 9 octobre prochains) a été lancée par l'Union Nationale des Syndicats des Enseignants du Togo (UNSET). Il a fallu que le gouvernement procède à un réajustement du calendrier pour cette rentrée des classes.

A en croire le ministre des Enseignements primaire et secondaire, le report de la date de la rentrée n'a rien à voir avec le mot d'ordre de grève lancé par les syndicats des enseignants. Il s'agit plutôt de résoudre certaines difficultés techniques, afin de permettre une bonne rentrée scolaire. Selon Florent Maganawé, le concours de recrutement des enseignants en cours, l'affectation de certains inspecteurs et directeurs d'écoles pourraient être un handicap si la rentrée est maintenue au 7 octobre. Il faut permettre à tout ce monde de pouvoir bien s'installer et jouir d'une bonne condition de travail avant le démarrage des cours. C'est ce qui motive le report de la



M. Florent Badjom Maganawé, Ministre des Enseignements primaire et secondaire

rentrée scolaire qui est désormais fixée au 14 octobre prochain. Le ministre rassure, néanmoins les acteurs du monde de l'éducation, surtout les enseignants et leurs syndicats que les discussions vont se poursuivre, en ce qui concerne leurs revendications, afin de trouver un terrain d'entente et permettre un bon déroulement de l'année scolaire. Il a rassuré les enseignants que les primes vont commencer par être versées à partir de demain vendredi 4 octobre 2013.

Mais visiblement, cette sortie n'a rien enlevé à la détermination des

fonctionnaires d'aller en grève les 7, 8 et 9 octobre prochains. Selon les responsables des syndicats, le gouvernement a refusé de donner suite à la lettre à lui envoyée le 26 septembre dernier pour lui faire part du mot d'ordre de grève. Ils dénoncent pour cela une léthargie du gouvernement qui, en réalité, a reporté la rentrée scolaire à cause de cette grève annoncée pour la semaine prochaine. Ils invitent le gouvernement à prendre la mesure de la situation pour ne pas ressusciter une fois de plus les soubresauts qui ont jalonné le long de l'année scolaire 2012-2013. Parce que ces syndicats des enseignants comptent déjà poursuivre la grève jusqu'à ce que leurs revendications soient satisfaites.

Comme on le voit, un bras de fer s'annonce encore au cours de cette année scolaire entre le gouvernement et le syndicat des enseignants. Mais le ministre des Enseignements primaire et secondaire, Florent Maganawé semble rassurer les acteurs. Apparemment, le gouvernement est disposé à discuter avec ces syndicats et satisfaire les doléances des enseignants.

Isidore

Rentrée scolaire :

Les parents d'élèves et le calvaire dans les préparatifs

« Une semaine de report, c'est insuffisant, mais on fait avec », dit un parent d'élèves rencontré au grand marché de Lomé dans le cadre de nos enquêtes. Visiblement, ce monsieur attendait le report de la rentrée scolaire, non pas parce qu'il ne veut pas voir ses enfants le quitter à la maison, mais à cause des difficultés financières qui obligent nombre de parents d'élèves, comme ce dernier, à ne pas se sentir prêts avant cette rentrée.

En effet, le phénomène de la vie chère continue de prendre en otage de nombreuses familles dans notre pays. A en croire des études menées ces derniers temps, difficilement les gens arrivent à s'offrir trois repas par jour. Pour ce qui concerne les besoins élémentaires, c'est une autre paire de manche. Ces besoins qui devraient rentrer dans le quotidien de la majorité des Togolais, sont perçus comme des luxes, puisqu'ils deviennent de plus en plus rares à

cause de la pauvreté. A l'orée de cette rentrée scolaire, il est fréquent de rencontrer des parents qui disent ne pas encore être prêts. « Beaucoup de parents arrivent ici sans avancer quelque chose pour débiter le travail. Vous voyez tous ces tissus là-bas, je n'ai encore rien pris. Sûrement qu'ils viendront récupérer les uniformes de leurs enfants en me demandant de leur accorder un temps avant de me payer. Alors qu'avant ce n'était pas comme ça. Tout ça à cause de la crise qui sévit dans le pays », a confié une couturière. Ces parents d'élèves n'ont pas le choix, puisque leurs enfants doivent se sentir à l'aise pour pouvoir mieux travailler. Cependant, ceux qui ont déjà fréquenté l'année dernière et ne sont pas obligés de changer d'établissement peuvent continuer avec leurs anciennes uniformes, même si ces derniers auraient aimé avoir de nouveaux habits pour commencer la nouvelle année scolaire.

Chez les marchands



des articles scolaires, l'affluence n'est pas des grands jours. « Normalement, dans ces périodes d'avant la rentrée, nous n'arrivons même pas à manger. Vous voyez vous-mêmes que je faisais ma sieste avant votre arrivée. C'est dire que ça ne marche plus comme avant », a déclaré Da Massan, revendeuse des articles scolaires au grand marché de Lomé. Les

gens se contentent seulement de payer quelques cahiers pour permettre à leurs enfants de débiter les cours en attendant que leur position financière s'améliore pour équiper complètement ces écoliers. « Vu la situation, je pense personnellement que c'est petit et

petit que nous pouvons équiper nos enfants. Normalement, nous devrions commencer depuis longtemps par préparer cette rentrée. Mais les difficultés financières ne nous l'ont pas permis. Aujourd'hui, nous sommes obligés de le faire. C'est un devoir envers les enfants », a souligné un parent.

A quelques jours de la rentrée scolaire, les parents d'élèves éprouvent encore des difficultés à se mettre à jour. Le report semble d'ailleurs faire du bien à certains qui trouvent même que c'est peu. Après les fournitures scolaires, il faut attendre les responsables des établissements scolaires faire sortir le problème de frais scolaires. Une autre paire de manche qui donne de l'insomnie aux parents d'élèves déjà secoués par les préparatifs de cette rentrée.

Isidore

Promotion de l'art et de la culture au Togo

Le pari de la première édition réussi par l'association Art Héritage Culture

Le centre ODAYE, sis à Lomé dans le quartier Hédzanawoé a prêté son cadre le 29 septembre dernier à la mise en forme du projet culturel intitulé « Petites mains aujourd'hui... grand maître demain ». C'est un projet mis au point par l'Association Art Héritage Culture et qui a connu son lancement depuis novembre 2012. La mise en forme de ce projet s'est matérialisée par l'organisation de deux sessions de formations à l'endroit des enfants âgés de 7 à 15 ans à Lomé. Il s'est agi d'une part de la cérémonie de vernissage des œuvres en arts plastiques et percussion, créées par les enfants au cours des deux sessions de formations et d'autre part du lancement de la revue KIREDE Art (commencement de l'art) consacrée à la promotion et à l'épanouissement des talents artistiques de demain. Cette revue sera exclusivement réservée à la publication des œuvres d'art des enfants issus de ces différentes formations.

Dans ses mots de bienvenue, Mme Ataféinam Kadanga, Directrice de l'Association et initiatrice du projet a fait part de son désir de mettre l'enfant au centre de leur préoccupation artistique et culturel. « Un peuple qui prend ses enfants par la main est un peuple qui vivra longtemps », a-t-elle indiqué, empruntant les propos du journaliste français Stéphane PEYRON qui ont servi de tremplin à son association. Elle souhaite passer par les enfants pour faire parler la culture et



Les récipiendaires à la fin de la formation

l'art africain. Elle a enfin remercié les différentes personnes de bonne volonté qui n'ont ménagé aucun effort pour que cette première édition soit effective.

Ayant pris la parole à son tour, Mme Ayassou représentante des parents d'élèves a en substance souligné l'importance de prendre l'initiative de redonner à l'art africain tout son sens ethnologique et esthétique, en passant forcément par une initiation précoce des enfants afin de susciter prématurément chez ces derniers les valeurs exceptionnelles en matière de créativité et de conservation du patrimoine africain. Elle a ensuite déclaré ouverte la cérémonie de vernissage des œuvres d'art créées par « les talents artistique de demain » ainsi que le lancement de la revue KIREDE Art.

Le projet a accueilli 12 enfants dans chacune des deux sessions de formation. Chaque session a duré trois semaines. La for-

mation a été assurée par trois formateurs professionnels dont deux artistes peintres et un percussionniste. 1 mois et demi de formation ont suffi à ces enfants pour prouver à travers deux prestations qu'ils sont à la hauteur des connaissances acquises. Le premier passage est exclusivement réservé à la percussion et à travers la seconde prestation, les enfants ont émerveillé la foule avec des différentes danses du terroir et c'est dans une liesse totale que l'assistance les a accompagnés.

En somme, l'assistance n'a eu que des yeux pour admirer une exposition de tableaux peints dans une ambiance de chant et de danses. La cérémonie s'est clôturée par une remise des attestations aux différents élèves et une visite des œuvres d'art peintes par ces mêmes élèves.

Joseph Lawson (stagiaire)

CONSEILS PRATIQUES

Attention ! Le port discontinu des chaussures à talon a des répercussions fâcheuses sur la santé

S'il y a aujourd'hui une catégorie de chaussures de préférence pour bon nombre de filles, surtout très privilégiées à des occasions festives, c'est bien évidemment celles à talons. Des mineures aux adolescentes en passant quelque fois par certaines femmes désireuses de rester toujours « classe », et surtout amoureuses de la tendance et de la mode, ces êtres féminins ne manquent aucunement l'occasion de chausser des « haut-talons », qui pour compenser la petitesse de leur taille, qui pour affiner leur silhouette. Néanmoins, le port de cette catégorie de ces chaussures n'est pourtant pas sans inconvénients sur l'organisme dont nous révélons ici quelques uns.

La première conséquence n'est autre que les douleurs aux pieds. En effet, en glissant le pied dans le « haut-talon » tout le poids du corps est alors supporté par le bout des pieds, qui est pourtant une partie très sensible du pied. Ainsi, les orteils restent pressés contre la chaussure créant du coup, de nombreux désagréments comme la douleur des pieds ainsi que celle des ongles. A force de résister dans le port de ces chaussures à talons, les orteils finissent par être déformés. Si ces chaussures sont fermées ou ont des bouts pointus, les orteils ont alors tendance à se mouler dedans. Ce qui a forcément des répercussions négatives sur l'articulation rendant du coup douloureux, les orteils et les pieds.

L'autre conséquence

est le déséquilibre du corps. Porter des chaussures à talons exige à la porteuse d'être basculée en arrière, ceci dans le souci de maintenir l'équilibre. Ce redressement parfois inconscient, fait intervenir continuellement les muscles de dos, cet effort n'étant pas naturel. Ce qui pourra causer à la porteuse, une lordose lombaire.

Outre cela, le port permanent de ces chaussures à talons agresse également les genoux. Ils pourraient être d'aventure exposés à des tensions articulaires, à une usure prématurée du cartilage, à l'apparition d'arthrose et même à de l'ostéoarthrite.

Mais alors, quelles solutions faut-il adopter ? La question s'impose. Certes, les chaussures à talon incarnent exclusivement la féminité. A cet effet, il est donc impossible aux femmes de ne jamais en porter. Cependant, ce port nécessite vigilance et sobriété de la part de la porteuse. Ainsi donc, pour limiter les dégâts, il convient à la fille ou aux femmes de privilégier les chaussures plates. Au cas échéant, les chaussures à talon d'une taille maximum de 5cm sont donc conseillées. Ceci pour une meilleure réalisation quotidienne de ses activités.

Ce faisant, réserver alors ces chaussures à « étages » uniquement que pour les grandes occasions, ne serait qu'une approche salutaire, tant la santé en dépend.

Magloire TEKO
(Source : Doctissimo.fr)

Volontariat national

La 6^{ème} vague en mission

Désormais, le nombre total de volontaires Nationaux que l'ambitieux programme Provonat a réussi à mobiliser est estimé à 3530, ceci après la prestation de 750 nouveaux agents pour le compte de la 6^{ème} vague à travers une cérémonie de prestation de serment qui s'est déroulée le mardi 1^{er} octobre dernier au Collège Protestant, en présence de plusieurs membres du gouvernement.

Sous la présidence du ministre Victoire Tomégah-Dogbé, plusieurs autres ministres du gouvernement que cérémonie de prestation de serment qui marque l'envoi en mission de ces nouveaux agents volontaires. Ces derniers,



Remise de kit d'affectation du ministre Victoire Dogbé à une volontaire accomplir leur mission « avec dévouement, humilité, neutralité honnêteté, professionnalisme et d'œuvrer à la promotion des actions de développement socio-économique du Togo », ont reçu leur kit d'affectation qui les renvoie à leur mission. Une mission qu'ils effectueront pour 58% d'entre eux dans l'administration publique et pour 42% au sein d'organisations de la société civile. A la recherche de premières expériences professionnelles, et dans le but de participer au développement de leur communauté, les nouveaux volontaires ont reçu de sages conseils du ministre du Développement à la Base. « La réussite de votre mission dépend de vous, impliquez-vous, apprenez des autres et vous en ressortirez grandis », a-t-elle conseillé avant d'exhorter ces derniers à mettre leur talent à profit pour transformer les défis en réalités. Les 750 nouveaux volontaires par la voix de leur représentant

ont remercié le gouvernement pour l'appui considérable apporté à la jeunesse à travers les différents projets mis sur pied par le ministère du Développement à la Base. Ils ont émis à cet effet le vœu de marcher sur la trace de leur aînée de la 1^{ère} vague qui célèbre le second anniversaire de leur déploiement.

Pour rappel, le Provonat a été mis sur pied en septembre 2011, en trois ans, plus de 4 milliards de frs cfa ont été mis à disposition par l'Etat et le Pnud qui a contribué à hauteur de 212 850 dollars. Comme le programme ne manque pas de défis et de perspectives, il est annoncé des réflexions sur la mise en place prochaine d'un nouveau volet de Promotion du Volontariat National pour les jeunes Déscolarisés et Semi-scolarisés (Provonat JDS). Ce nouveau volet vise à mobiliser 5000 jeunes par an sur des travaux d'intérêt national ou communautaire.

Isaac Tonyi



Prestation de serment des nouveaux volontaires sont Ouro Koura Agadazi, Dédé Ahouéfa, Kouméalo Anaté, André Johnson, Djossou Semondji ont honoré de leur présence cette jeunes diplômés et primo-demandeurs d'emploi de la 6^{ème} vague après avoir solennellement juré, aux yeux de tous,

Laissez place à la liberté
Prenez VOTRE CARTE UTB et Gagnez du temps

utb

SAVOIR NEWS
La Première
Agence de Presse
Privée au Togo

J'AI REJOINS LE PROGRAMME CMT
ET TOI?

Guinée : Les populations toujours guettées par la recrudescence des violences

Près de 80% des inscrits se sont mobilisés pour renouveler l'actuel parlement arrivé depuis quelque temps à terme. Une forte affluence qui témoigne de l'engagement et la détermination des Guinéens à renouer avec les vertus cardinales de la démocratie, lesquelles ont semblé devenir des denrées rares pour ce pays habitué à des coups d'Etat. En marge de ce satisfecit exprimé à l'endroit du peuple guinéen par la communauté internationale à l'instar de l'Union Européenne qui se réjouit de son « civisme », plusieurs dysfonctionnements ont été néanmoins relevés. Au titre de ceux-ci, figurent certains comme le manque de matériels électoraux à l'instar de l'encre indélébile dans les bureaux de vote ainsi que ceux ayant trait

aux cartes d'électeurs. De même, l'U.E dénonce le démarrage « tardif » et « chaotique » du scrutin.

Et à l'heure où le peuple guinéen est dans l'attente de la proclamation des résultats attendus d'ailleurs à ce jour selon la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la classe politique, quant à elle, continue par se lancer des invectives. Pendant que le pouvoir, par l'entremise de la Coalition (RPG- Arc-en-ciel), s'attend à un plébiscite, l'opposition met en garde contre toutes velléités de fraudes. « Si le pouvoir se permet de frauder ou confisquer notre victoire, il nous trouvera devant lui. Nous descendrons dans la rue et marcherons jusqu'à ce que le suffrage exprimé par le peuple



Alpha Condé, Pdt de la Guinée

soit réellement proclamé », a averti Cellou Dallein Dialo. Des menaces qui ne semblent pas éblouir le Président Alpha Kondé : « Je suis convaincu qu'à travers ce scrutin, la Guinée ira toujours de l'avant », a-t-il laissé entendre.

A voir de près, tout semble confirmer que cette ambiance postélectorale tendue, malgré elle, déteint négativement sur la nation guinéenne toute entière. En effet, ce pays qui a tout le mérite de figurer parmi les premiers Etats africains à sortir

du joug colonial, célébrait hier mercredi 2 octobre 2013, le cinquante-quatrième anniversaire de son accession à l'indépendance. Et malgré l'effort du gouvernement guinéen à faire de cette fête, une véritable occasion festive, elle était restée hantée par ces élections législatives dont le peuple est en attente des résultats.

Mais pour l'heure, l'exécutif guinéen demande aux candidats de tout bord de s'abstenir de toutes velléités d'auto-proclamation. Histoire de donner la chance à la CENI qui poursuit la centralisation des résultats, malgré certains problèmes inhérents dont elle fait face comme le délestage.

Magloire TEKOU

Elections législatives camerounaises

Le RDPC de Paul Biya part largement favori

Plus de 5,4 millions de Camerounais se sont rendus aux urnes le dimanche 29 septembre dernier afin d'élire, les députés et les maires. Au total, une quarantaine de partis politiques étaient partis à la conquête des 180 sièges que compte le parlement camerounais. De même, plusieurs candidats ont pris d'assaut le chemin de la conquête des 360 communes qui composent ce pays. Et sans doute, le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (RDPC), le parti Etat du Président Paul Biya part largement favori face à ces nombreux partis d'opposition qui, par manque d'une véritable figure de prou susceptible de drainer toute l'opposition en général, ne font que l'ombre d'eux-mêmes.

S'il est vrai que Paul Biya (80) ans préside aux destinées de ce pays depuis trente années, ce qui est en réalité aux antipodes des vertus démocratiques, puisque ne laissant véritablement pas l'occasion aux partis de l'opposition de s'éclorer, il est aussi vrai que ces derniers, en raison du manque d'un véritable plan politique, ne démontrent pas à suffisance, la volonté à jouer véritablement le rôle d'opposition qui est le leur. Tout porte ainsi à croire qu'au Cameroun, l'opposition n'existe pas, ce qui n'est pourtant pas le cas. Puis-

qu'elle baigne éperdument dans l'amateurisme et un manque criard de stratégies, cela dresse malheureusement le lit à Paul Biya qui n'en demande d'ailleurs pas mieux. Ce qui explique la part de lion que son parti le RDPC se taille dans l'Assemblée sortante avec 152 députés sur les 180 au total. Et vu la maigre affluence qu'ont drainé ces partis d'opposition lors de ces campagnes réputées ternes, il va sans dire que le RDPC sans qu'on ne crie au scandale, rafle à nouveau la majorité des sièges à l'issue de ces nouvelles législatives. Une situation qui, visiblement, réjouit Paul Biya lorsqu'il salue la « forte mobilisation » des électeurs camerounais qui, sans doute, donneront à nouveau comme c'était toujours le cas de part le passé, la majeure partie des voix à son parti.

En tout cas, avant que les résultats de ces élections législatives ne soient connus dans la journée d'aujourd'hui, conformément aux dispositions de la constitution du pays, ces partis d'opposition à l'instar du MRC crient aux « fraudes » comme c'est d'ailleurs le cas dans presque tous les pays d'Afrique. Mais sans aucun doute, le RDPC, en moins d'un retournement spectaculaire de situation, part largement vainqueur.

MT

Après l'attaque islamiste du Centre Commercial Westgate au Kenya Une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur les faits

Le samedi 21 septembre dernier, tel un coup de salve, tout le peuple kényan a été pris de court par un événement pour le moins inattendu et malheureux. En effet, le Westgate, ce centre commercial de prestige de Nairobi, capitale kényane réputé accueillir quotidiennement nombre de visiteurs, tant africains qu'occidentaux, a été attaqué par des groupes islamistes Shebab avec des conséquences déplorables. Ceci en représailles à l'intervention kényane en Somalie. Et une semaine après cette attaque, les interrogations demeurent. Ce qui a poussé, sans doute, les députés kényans à mettre en place une commission d'enquête parlementaire pour faire toute la lumière sur cette attaque lâche dont les contours restent toujours flous.

Cette commission d'enquête parlementaire est composée du chef de service des renseignements ainsi que des députés. Elle aura donc la lourde charge d'élucider les zones d'ombre dans ce dossier, tenter d'effleurer d'éventuelles pistes et situer enfin les responsabilités. En réalité, cette démarche n'est ni une fin en soi ni fortuite. Tout part en fait des allégations qui faisaient cas des menaces persistantes annonçant l'imminence de cette attaque que les premiers responsables sécuritaires du pays n'auraient pas pris au sérieux. Selon ces informations révélées par la presse kényane, les chefs services alertes des ministères de la Sécurité et de la Défense, quelques jours avant, auraient été tenus au courant de ce qui pourrait se produire.



Uhuru Kenyatta, pdt kenyan

En plus, le Service de Renseignement Israélien aurait également alerté les autorités sécuritaires kényanes quant à un éventuel attentat qui pourrait frapper Nairobi et Mombassa les 13 et 27 septembre.

Malgré tout cela, ces menaces avaient été malheureusement prises à la légère sur toute la ligne. Pire, juste après l'attaque, seulement une équipe policière assez restreinte a été déployée sur le lieu afin de secourir les otages au lieu de l'armée. Ce qui aurait permis à un groupe d'assaillants de prendre la poutre d'escampette. Aujourd'hui, il est question d'expliquer comment, malgré ces informations alarmantes, cette attaque a pu avoir lieu. Sûrement, des têtes tomberont pour l'amateurisme, la légèreté et la lâcheté dont elles ont fait

preuves sur toute la ligne. Outre cette mission qui consiste à situer les responsabilités, la commission d'enquête tentera également d'apporter une réponse sur le nombre des assaillants, leurs identités ainsi que leur mode opératoire. Elle tentera également de faire la lumière sur la fameuse « Veuve Blanche », cette Britannique convertie en islam et qui joue depuis peu, un rôle de premier plan dans l'organisation de ce groupe islamique Shebab en Somalie. Il en sera de même pour Abou Sandaré, ce kényan d'une cinquantaine d'années qui, selon les informations, serait le responsable régional de ce groupe islamiste.

Tout compte fait, les résultats de cette commission sont très attendus par tout le peuple kényan.

MT

Le feuilleton de la violence sur les stades tient en haleine

Après la démission de Hamza Titikpina, la frustration de Dogbatsè, Yark Damehame pointe l'arme dissuasive

Un nouveau feuilleton éclabousse le Football togolais. Comme il n'en manque jamais pour amener le public, c'est au tour des supporters de s'afficher de la façon la plus déplorable à travers des actes de violence. Ces actes ignobles soulèvent de vives polémiques, et quoique plausible, la thèse de la préméditation refait surface.

Le mandat de Gabriel Améyi à la FTF n'aura été d'aucun repos pour le magnat de Womé. Trois ans après, c'est un parcours assez difficile fait de haut et de bas. C'est à juste titre qu'à un an avant terme de ce bureau, on qualifie le bilan de mi-figue miraisin. La récurrence des actes de violence sur les stades de D1 depuis le démarrage de la compétition cette saison, vient avilir l'image du sport roi togolais. Sémassi de Sokodé, Foadan de Dapaong, Gbikinti de Bassar, clubs précurseurs de ces actes, n'ayant pas été inquiétés, le phénomène a pris de l'ampleur avec Koroki de Tchamba dont les agissements des supporters ont fait déborder le vase et sortir les acteurs de leur gong.

Hamza Titikpina se débarrasse du club Koroki à juste titre

Une démission sage

« Jamais dans ma vie, je n'ai vu autant de brutalité gratuite, d'animalité et de sauvagerie. Je me suis battu vainement contre ce massacre d'innocents citoyens venus de Bassar au seul motif qu'ils sont des joueurs, supporters et dirigeants de club ». C'est en ces termes tristes que le président de Koroki de Tchamba, Hamza Titikpina jette sagement l'éponge pour ne pas, à force et

volonté de soutenir le club de sa localité, se salir les mains. Hamza est l'exemple type du dirigeant dont plusieurs de clubs ont besoin. Un homme de vision et de caractère capable de prendre ses responsabilités. Pour une première fois, dans le giron du football togolais, on retrouve un homme de cet accabit. Dans nombre de ces cas, on a eu droit à des interventions médiatiques pour défendre l'indéfendable.

Et comme, l'on croyait que ces lourdes sanctions infligées au club Koroki contribueraient à dissuader les autres, la journée suivante, le match Anges de Notsé contre Gomido de Kpalimé se termine en queue de poisson.

Dogbatsè monte au créneau

Encore des mains noires

Le match Anges contre Gomido a vu encore des actes de violence. Envahissement systématique de la pelouse par les supporters de Gomido. L'homme controversé du Football togolais aura manqué une occasion de se taire en s'aventurant sur une piste, sans pour autant détenir de preuves. « Nous avons été infiltrés », a-t-il pesté avant d'accuser la FTF : « Ce sont les éléments de la FTF qui sont responsables de ces actes ». Une thèse des mains noires,



Hamza Titikpina, le désormais ex-Pdt Koroki de Tchamba

plausible à tout égard par manque de preuves et c'est la seconde fois que l'homme fait une telle sortie médiatique. Il nous souvient qu'à la CAN 2010, le bus des Eperviers a été pris à parti par les éléments du Flec dans l'enclave de Cabinda, avec un bilan très lourd : 2 morts et plusieurs blessés graves dont Obilalé Kodjovi. Suite à ces incidents, Winny Dogbatsè, dans une sortie médiatique, a fait allusion à un coup fomenté depuis Lomé par des individus tapis dans l'ombre. Depuis lors, le président de Gomido n'est plus revenu à la charge pour éclairer la lanterne des Togolais, et pour une seconde fois, l'homme monte au créneau en évoquant la piste des mains noires dans des actes de violence commis par les supporters de son club. La frustration du magnat de Kpélé est légitime, mais ne doit en aucun cas dédouaner le club.

Yark Damehame pointe l'arme dissuasive

« C'est fini ces



Col. Yark Damehame

violences ! On ne peut plus continuer dans ce sens, nous allons poursuivre des gens pour ces actes même au Bénin », a martelé le ministre de la Sécurité et de la Protection civile qui prend à bras le corps le problème de la violence sur les stades. Très ferme lors de la rencontre avec la FTF et les dirigeants de clubs, Yark Damehame pointe une arme dissuasive contre les auteurs de trouble sur les stades. « On ne va pas à un match de Football pour revenir avec la tête cassée ni voir sa voiture brûlée. C'est inadmissible. Des gens iront en prison, même si celle-ci est surpeuplée, on y mettra des



Winny Dogbatsè, Pdt Gomido

gens », a-t-il ajouté. Désormais, le problème de violence sur les stades n'est plus une guerre entre la FTF et les clubs, mais entre ces derniers et le ministère de la Sécurité. « Le Football, c'est pour la FIFA mais la sécurité incombe au ministère en charge », a reconnu le ministre Yark.

L'arme dissuasive est ainsi braquée. Y a-t-il des supporters téméraires disposés à affronter cette thérapie de choc ? Les prochaines journées de championnat édifieront sur la question.

Del-Jo

Tournoi de l'UFOA zone B

Le Togo met son titre en jeu

Le tournoi de l'Union des Fédérations Ouest Africaines de Football Zone B se déroulera du 21 novembre au 1^{er} décembre prochains à Accra au Ghana. Le Togo, vainqueur de l'édition

prendront part à la compétition pendant que le Gabon et le Zimbabwe sont les invités de cette 3^{ème} édition. Le tirage au sort s'effectue le 20 octobre 2013. Le Togo, détenteur du trophée et le Ghana pays



Les Eperviers au triomphe d'Abéokuta

précédente à Abéokuta au Nigéria, remet son titre en jeu. Cette fois-ci, ils seront huit sélections nationales qui se rivaliseront le trophée mis en jeu. Le Sénégal, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger, le Togo et le Ghana sont les pays de l'Afrique de l'Ouest qui

organisateur, sont les têtes de série.

Pour rappel, le Togo a remporté la seconde édition de ce tournoi en mai 2011 face au Nigéria battu (3-2). Atakora Lalawélé avait été sacré meilleur buteur de la compétition.

Del-Jo

Fédération béninoise de Football

Augustin Ahouevébla succède à Anjorin Moucharafou

La fin d'une ère

Cette fois-ci, c'est la bonne ! l'honorable député Augustin Ahouevébla peut se réjouir et jouer pleinement de son nouveau titre de président de Fédération. Après avoir été débouté par la CAF et la FIFA lors du premier scrutin tenu en Août dernier. Le nouveau président de la fédération du Football béninois a réussi à confirmer sa victoire contre son challenger unique Athur Bruno Djidavi bras droit de Anjorin Moucharafou. Est-ce une nouvelle ère pour le Football béninois après les différentes péripéties ? c'est la grande question pendante sur toutes les

lèvres, questions qui devront obligatoirement trouver réponses dans les premières décisions du nouveau bureau. Pour cela, la CAF et la FIFA ont exorté le nouveau président à jouer la carte des mains tendues.

La succession d'Anjorin symbolise une nouvelle époque pour le Foot au Bénin et sonne un revers pour Issa Hayatou qui, pour conserver sa main mise sur la CAF a réussi à s'entourer de véreux présidents de Fédérations.

Del-Jo

FLAMBEAU
des Démocrates

Récépissé n°0317/16/05/2007HAAC
Siège social : Bd du 13 Janvier,
Nyékonakpoè 06 BP. 60364 Lomé
Tél. (+228) 26 70 04 96
e-mail : Loiclate@gmail.com
Maison de la Presse Casier N°72

Directeur Général
chargé de la Publication
Loïc LAWSON
(90 34 63 25)
Rédaction

Del Jo. A. (90 20 36 51)
Edgar K. DJISSENOU
K. Isidore
Magloire TEKO
Hussein Moalimou

Stagiaires
KOMBATE LARE Yendoutampo
LAWSON Boèvi Mawuèna Joseph

PAO
Geodecom (22 36 32 30 / 99 54 84 55)

Imprimerie : St Laurent
Tirage : 3000 exemplaires



*design e tecnologia
made in italy*

MEUBLES

MEUBLES PERSONNALISES

CUISINE

PORTES

PORTES BLINDEES

FENETRES

PARQUET

100%
Made in Italy

Adresse Av. AKEI face cité Millenium, 300 m à l'ouest des feux tricolores
Novissi – Lomé Tél : 26 70 04 96 / 2 26 80 80/90 34 63 25/92 32 92 63/
93 21 73 88 E-mail: [difebotogoeurodiverfr@yahoo.fr/](mailto:difebotogoeurodiverfr@yahoo.fr)
difebotogoeurodiverfr@gmail.com